

C I L S S

COMITE PERMANENT INTER-ETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL



PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE FOR
DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL

SECRETARIAT EXECUTIF



Burkina Faso



Cap-Vert



Gambie



Guinée Bissau



Mali



Mauritanie



Niger



Sénégal



Tchad

PROJET DIAGNOSTIC PERMANENT PERMANENT DIAGNOSIS PROJECT

SEMINAIRE SUR LES METHODES D'EVALUATION
DE LA CONSOMMATION CEREALEIRE

(PRAIA, 4 au 6 DECEMBRE 1991)

COMPTE RENDU

PR/DIAPER/12/1991

ECA/D37/91

SEMINAIRE SUR LES METHODES D'EVALUATION
DE LA CONSOMMATION CEREALIERE

(PRAIA, 4 AU 6 DECEMBRE 1991)

CALENDRIER

MERCREDI 4 DECEMBRE 1991

9H00 : - Séance d'Ouverture
- Mise en place du bureau, adoption de l'Ordre
du Jour

10H00 - 12H00 : Point 1 (Burkina Faso, Cap-Vert)

15H00 - 16H30 : Point 1 (Guinée-Bissau, Mali)

16H30 - 16H45 : Pause

16H45 - 18H00 : Point 2 (Tchad, Niger)

JEUDI 5 DECEMBRE 1991

8H00 - 10H00 : Point 2 (Mali, Guinée-Bissau, Cap-Vert,
Burkina Faso)

10H00 - 10H15 : Pause

10H15 - 12H00 : Point 3

15H00 - 16H30 : Point 4

16H30 - 16H45 : Pause

16H45 - 18H00 : Point 5

VENDREDI 6 DECEMBRE 1991

10H30 - 11H30 : Conclusions et Recommandations
12H00 : Séance de clôture.

Mesdames, Messieurs,

Il restait, toutefois, une zone d'ombre dans la connaissance de la situation alimentaire : la consommation.

L'importance de bien appréhender ce ratio n'est pas à démontrer. Une approximation de quelques kilogrammes par tête transforme vite un bilan céréalier d'excédentaire en déficitaire ou vice versa. Et, il faut aussi bien connaître la répartition de la consommation entre les différentes céréales et son évolution dans le temps.

Dans le cadre des Opérations Pilotes Régionales, le Projet Diagnostic Permanent a donc appuyé la réalisation d'enquêtes sur la consommation céréalière.

Ces enquêtes se sont déroulées en milieu rural au Burkina Faso, au Mali et au Niger durant les années 1990-1991.

Les enquêtes en milieu urbain ont eu lieu au Cap-Vert, en Guinée-Bissau et au Tchad en 1991.

Mesdames, Messieurs,

Les enquêtes sur la consommation céréalière sont maintenant terminées. Elles ont connu, selon les pays, plus ou moins de réussite.

Il s'agit maintenant d'en tirer des conclusions.

A l'occasion de ce Séminaire, je vous invite donc d'une part à étudier les résultats de ces enquêtes, d'autre part à faire une évaluation méthodologique de ces opérations et surtout à tirer les enseignements de ces différentes opérations pour envisager une approche permanente de la détermination de la consommation céréalière.

Je vous demanderais aussi de prendre en compte les autres opérations d'investigation dans le domaine céréalier afin d'éviter un gaspillage de moyens humains et matériels.

Mesdames, Messieurs,

En souhaitant plein succès à notre Rencontre, je formule le voeu que nos travaux puissent aboutir à des propositions concrètes pour une meilleure approche de la consommation céréalière, si importante et si vitale dans nos pays du CILSS.

JE VOUS REMERCIE.

Il a été rappelé que les trois méthodes d'approche pour déterminer la norme de consommation céréalière consistaient en :

- Enquête Budget Consommation
- Enquête consommation céréalière spécifique
- Bilan céréalier ex-post.

S'agissant de l'approche Bilan Céréalier ex-post, sa structure actuelle a permis de déterminer une série de consommations apparentes ainsi que des consommations apparentes par habitant sur cinq ans. Toutefois, il a été souligné l'imperfection des ratios de consommation obtenus compte tenu des imperfections des différents postes du bilan qu'ils intègrent dont notamment :

- les erreurs d'échantillonnage et d'observation pour l'enquête agricole et l'enquête stocks paysans.
- l'imperfection sur les stocks commerçants et les importations et exportations officielles,
- la mauvaise connaissance des flux céréaliers transfrontaliers,
- le manque de précision des données sur la population.

Néanmoins, de la série observée sur les données de consommation apparente, il ressort pour l'ensemble des pays du CILSS une croissance de la consommation de certaines céréales (riz et blé) et une relation étroite entre cette consommation et le niveau de production pour ce qui est des céréales sèches (mil, sorgho, maïs, fonio et berbéré).

La réalisation de cette série de consommations apparentes a permis également de déterminer des indices de production et de consommation par habitant dont la liaison est toutefois relative suivant les pays.

Une interrogation suscitée par cette approche a été la réalité de cette consommation apparente eu égard à la non prise en compte dans sa détermination de la réexportation des céréales observée dans certains pays.

POINT 4 : Autres méthodes d'évaluation de la consommation céréalière

Différentes délégations ont présenté l'Enquête Budget Consommation réalisée dans leur pays respectif et une variante dite Enquête Intégrale présentée par un des pays.

Il ressort des analyses évoquées qu'au regard de l'enquête consommation céréalière en milieu rural et urbain initiée par le Projet DIAPER, l'approche Enquête Budget Consommation se caractérise par des coûts élevés, une longue périodicité, une organisation complexe, un déroulement plus long et une publication plus tardive des résultats. Certains pays ont fait état des résultats très similaires obtenus par les deux approches.

A la suggestion d'intégrer l'enquête consommation céréalière dans l'Enquête Budget Consommation, il s'est plutôt dégagé un large consensus de la réaliser avec l'Enquête Agricole pour lui garder sa souplesse aux fins d'obtenir des résultats pour l'élaboration des Bilans Céréaliers Annuels.

POINT 5 : Débats sur l'utilisation des données sur la consommation céréalière et sur la pérennisation des enquêtes consommation céréalière

Après une introduction faite par l'Equipe de Coordination et d'Appui du Projet Diagnostic Permanent, les débats se sont structurés autour de trois points principaux :

- les possibilités d'utilisation des résultats des enquêtes pilotes réalisées
- les différents besoins en information sur la consommation alimentaire
- la nécessité et les conditions de pérennisation des enquêtes consommation céréalière.

* S'agissant des résultats des enquêtes qui viennent d'être effectuées au Burkina Faso, au Cap-Vert, en Guinée-Bissau et au Mali, bien que ceux-ci soient satisfaisants au plan statistique, il a été noté que leur utilisation dans les bilans céréaliers n'est pas possible du fait qu'il s'agissait d'enquêtes qui ne couvraient pas l'ensemble des milieux urbain et rural. Cependant, les données de ces enquêtes présentent un intérêt certain pour :

- les analyses prospectives
- la catégorisation des ménages en milieu rural et urbain
- une meilleure connaissance de l'évolution des modèles de consommation.

* S'agissant des besoins en information sur la consommation alimentaire, les participants ont identifié les besoins suivants :

- prévision des besoins en consommation céréalière
- étude et suivi des modèles de consommation alimentaire
- amélioration de la connaissance des postes du bilan céréalier
- élaboration de programmes de sécurité alimentaire
- études de marché pour le secteur agro-alimentaire.

Toutefois, la prise en compte de ces différents points ne peut se faire que progressivement afin de rester dans le cadre des enquêtes légères qui donnent des résultats concrets et utilisables en temps opportun.

* S'agissant de la nécessité et des conditions de pérennisation des enquêtes de consommation, les considérations suivantes ont été formulées :

- en milieu rural, compte tenu du fait que le niveau de la consommation céréalière fluctue en fonction du disponible (production, stocks), il est nécessaire de déterminer annuellement les ratios de consommation.
- en milieu urbain, les fluctuations inter-annuelles de consommation céréalière étant supposées faibles, il a été préconisé la réalisation d'enquêtes tous les trois ans :

L'application d'un tel programme, nécessite toutefois des améliorations méthodologiques à effectuer sur la base des opérations pilotes réalisées. Il s'agit de faire l'analyse des échantillons de ces enquêtes pour en déterminer la précision afin d'améliorer le plan de sondage et d'alléger la méthode de collecte.

La réalisation d'un tel programme nécessite la mobilisation de sources de financement pérennes aux niveaux international, régional et national. En effet, la disponibilité de fonds chaque année pour la mise en oeuvre du programme constitue une condition sine qua non pour la pérennisation des enquêtes consommation.

RECOMMANDATIONS

Les participants au Séminaire Régional sur les Méthodes d'Evaluation de la consommation céréalière recommandent :

1. Les analyses statistiques des enquêtes consommation céréalière doivent être poursuivies afin d'améliorer la méthodologie.
2. Une large diffusion des résultats de ces enquêtes doit être entreprise.
3. Les enquêtes consommation doivent être généralisées dans l'ensemble des pays du CILSS aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain dès la campagne 1992/1993. Pour cela, les responsables nationaux doivent immédiatement engager une action de sensibilisation auprès des décideurs et des bailleurs de fonds pour mobiliser les financements nécessaires.
4. Le champs de ces enquêtes doit s'étendre à d'autres produits alimentaires essentiels pour la sécurité alimentaire.
5. Des dispositions doivent être prises pour améliorer l'organisation des enquêtes afin de garantir un contrôle adéquat de l'exécution des opérations de collecte et d'exploitation.

LE SEMINAIRE

PRAIA, LE 6 DECEMBRE 1991

MOTION DE REMERCIEMENTS

Les participants au séminaire sur les méthodes d'évaluation de la consommation de céréales tenu à Praia, du 4 au 6 Décembre 1991, remercient vivement le Président de la République du Cap-Vert, Monsieur Antonio Marcarenhas MONTEIRO, le Premier Ministre Mr Carlos VEIGA et son Gouvernement et le Peuple Cap-Verdien tout entier pour l'accueil fraternel et chaleureux dont ils ont bénéficié tout au long de leur séjour au Cap-Vert.

LE SEMINAIRE

SEMINAIRE SUR LES METHODES D'EVALUATION
DE LA CONSOMMATION CEREALIERE
PRAIA (4 AU 6 DECEMBRE 1991)

D I S C O U R S

DE M. BA IBRAHIMA DEMBA, COORDONNATEUR DU PROJET DIAGNOSTIC PERMANENT II
REPRESENTANT DU SECRETAIRE EXECUTIF DU CILSS

Monsieur le Ministre du Développement Rural et des Pêches,

Monsieur le Représentant de la Commission des Communautés
Européennes,

Messieurs les Représentants des Agences bilatérales et
multilatérales de coopération,

Messieurs les Experts,

Mesdames, Messieurs,

Nous sommes réunis ici, à Praia, pour faire le point sur les
différentes méthodes d'évaluation de la consommation des céréales dans les
Pays du CILSS.

Permettez-moi, en premier lieu, au nom du Secrétaire Exécutif du
CILSS, de remercier les Autorités Cap-Verdiennes de leur disponibilité pour
accueillir ce Séminaire. L'accueil fraternel et toutes les facilités mises
à notre disposition depuis notre arrivée nous placent dans des conditions
idéales pour la réussite de cette Rencontre de Praia.

Mesdames, messieurs,

Le CILSS, à travers le Projet Diagnostic Permanent, s'efforce, depuis bientôt sept ans, d'aider les Etats à améliorer l'information dans le domaine du suivi de la situation alimentaire.

Il est indéniable que de grands progrès ont déjà été accomplis, en particulier dans le domaine céréalier. on peut citer entre autres :

- le suivi de la production agricole. Tous les pays du CILSS ont un dispositif d'enquête agricole fournissant en temps opportuns des prévisions de récoltes et des résultats définitifs.

- le suivi des stocks paysans. La plupart des pays du CILSS évaluent régulièrement le niveau des stocks céréaliers avant récolte.

- le suivi du marché céréalier. La quasi totalité des pays du CILSS ont un système d'information sur les marchés (S.I.M.). Ce système permet, entre autre, d'avoir les prix des céréales, hebdomadairement, sur un grand nombre de marchés.

- l'élaboration des bilans céréaliers. Tous les pays du CILSS présentent actuellement des bilans ex-post et des bilans prévisionnels selon un cadre harmonisé.

L I S T E D E S P A R T I C I P A N T S

BA Ibrahima Demba	Coordonnateur Diaper BP 7049 - OUAGADOUGOU (Burkina Faso)
Momar Ballé Sylla	Direction de la Prévision et de la Statistique BP 116 Dakar (Sénégal) Tél. 23 02 65.
Théodore Z. Sawadogo	Directeur Général/INSD - OUAGADOUGOU (Burkina Faso)
Francisco Tavares	Chef Division Statistiques Agricoles GEP/MDRP - Cap-Vert - PRAIA
Eva Verona Ortet	DGFA-MDRP - Cap-Vert - PRAIA
Brilleau Alain	CILSS/DIAPER - OOUAGADOUGOU (Burkina Faso)
Katche Illo	CILSS/DIAPER - GUINEE-BISSAU
Harouna Boureima	Animateur Local pour CILSS/DIAPER - NIGER (Niamey)
Mamadou Ware	Division des Statistiques Agricoles Direction de l'Agriculture BP 486 DAKAR (Sénégal)
DONDASSE Jean	CILSS/DIAPER - BP 229 - N'DJAMENA - (Tchad)
ZEINI Ould Sidi Mohamed	Directeur des Statistiques Agricoles NOUAKCHOTT (Mauritanie)
SY Hamady Samba	Expert du Suivi des Populations à Risque. Assistant FEWS/USAID - NOUAKCHOTT (Mauritanie)
Djimasra Kayadoumbe	Chef Etudes et Enquêtes au Bureau de la Statistique Agricole (BSA) M.D.R. - N'DJAMENA - (Tchad)
Maidoual Alidoum	Chef de Division des Statistiques Economiques Direction de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques (DSEED) BP 453 - N'DJAMENA - (Tchad)
NIATTA Mahamadi	CILSS/DIAPER - OUAGADOUGOU (Burkina Faso)
Geneviève COULLET	FAO - ESCF (Service de Sécurité Alimentaire) Via delle terme di Caracalla 00100 ROMA - ITALIE

Momodou Jallow	Statistician - Department of Planning Ministere of Agriculture q0b Cameron St. BANJUL - (The Gambia)
Yaya H. Jallow	Dop Ministry of Agriculture - BANJUL (The Gambia)
Victor Samba Bahoum	NADC, DEPT of Planning Ministry of Agriculture Banjul, the Gambia
Sine Konate	Chef Division Statistiques Agricoles Direction Nationale de l'Agriculture - BAMAKO - (Mali)
Zoumana CAMARA	Statisticien Economiste - Division des Enquêtes - DNSI - BP. 12 - BAMAKO (Mali)
BAKASSE Alfred	DEP/CILSS
OUEDRAOGO Eloi	Statisticien/INSD-OUAGADOUGOU (Burkina Faso)
COULIBALY Oumar	CILSS/DIAPER -OUAGADOUGOU (Burkina Faso)
MOLAM Montain Ibrahim	ITS/DSD/ - NIAMEY (Niger)
El Hadji MALAM Souley Oumar	Service Analyse des Politiques et de Coordination Statistique DEP/MAGIEL - (Niger)
OUEDRAOGO Jean-Pierre	Coordonnateur PROCELOS-CILSS OUAGADOUGOU - (Burkina Faso)
MBAYE Yade	CILSS/PAROC - OUAGADOUGOU (Burkina Faso)
SY Adama	CILSS/DIAPER - BP 2540 BAMAKO (Mali)
BAGARRE Daniel	Statisticien Coopération Française GEP-PRAIA - (Cap-Vert)
António Delgado	Economiste-Cabinet d'Etudes et Organisation EMPA - PRAIA (Cap-Vert)
Ildo Afonso Lopes	DGPA - MDRA/BISSAU

LISTE DES DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX PARTICIPANTS :

1. Enquête Consommation de Céréales (Burkina Faso/I.N.S.D.)
2. Enquête Consommation de céréales et de Haricots dans les centres urbains (Cap-Vert/G.E.P.)
3. Enquête Consommation de céréales en milieu urbain (Guinée-Bissau/Division Statistiques Agricoles)
4. Résultats de l'enquête consommation de céréales en milieu rural (Mali/DNSI)
5. Enquête Consommation de céréales en milieu urbain du Tchad (Tchad/Bureau Statistique Agricole)
6. Situation Alimentaire : Exercice 1989/90 et Perspectives 1990/91 (CILSS/DIAPER II)
7. Etude Consommation céréalière des Campagnes 1986/87 à 1990/91 à partir des bilans ex-post
8. Analyse des postes des bilans céréaliers (CILSS/DIAPER II : extrait document "Situation Alimentaire - Novembre 1988")
9. Bilans céréaliers ex-post (1989/90-1990/91) et prévisionnel (1991-92) des pays du CILSS

SEMINAIRE SUR LES METHODES D'EVALUATION
DE LA CONSOMMATION CEREALIERE

Praïa (4 au 6 Décembre 1991)

D I S C O U R S
DE CLOTURE DE MONSIEUR LE SECRETAIRE D'ETAT
DU MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DES PECHES

Monsieur le Représentant du Secrétaire Exécutif du CILSS,
Messieurs les Représentants des Bailleurs de Fonds,
Mesdames et Messieurs les Séminaristes,

Vous voilà arrivés au terme de vos travaux après trois jours de débats francs et fructueux.

Pendant ces trois jours, vous avez analysé en profondeur les résultats et la méthodologie des enquêtes Consommation de Céréales, ce qui vous a permis d'apporter des améliorations à la méthodologie aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

Je suis convaincu que cela aidera nos Etats à étendre ces types d'enquêtes de façon à améliorer les normes de Consommation de Céréales actuellement utilisées.

Par ailleurs, votre souci de cerner toutes les approches possibles vous a amené à examiner la portée des bilans ex-post et les autres voies possibles pour appréhender la Consommation de Céréales.

En particulier, vous êtes penchés sur l'opportunité de jumeler l'enquête budget consommation et l'enquête de Consommation des Céréales en insistant sur les avantages et les inconvénients.

Enfin, vos débats se sont portés sur la nécessité et les conditions de pérennisation de ce type d'enquête.

Mesdames et Messieurs,

Les recommandations auxquelles vous êtes parvenus me réconforment dans l'idée qu'en tant que responsable des enquêtes dans vos Etats, vous mettrez tout en oeuvre pour une réalisation de ces enquêtes à l'échelle nationale.

Pour notre part, nous souhaiterions, comme nous l'avons dit à l'ouverture, que le CILSS à travers le Projet DIAPER continue à oeuvrer pour la réalisation de ces opérations fort utiles pour le suivi de la politique de sécurité alimentaire dans nos pays.

Il me plaît aussi de renouveler au nom des pays membres du CILSS nos remerciements à tous les bailleurs de fonds, en particulier à la CEE, pour l'appui Permanent qu'ils ne cessent d'apporter à notre Institution.

Mesdames et Messieurs, tout en encouragent le DIAPER à continuer de jouer son rôle de pionnier dans les opérations de collecte de données pour la sécurité alimentaire, je vous souhaite un bon retour dans vos Pays respectifs et déclare clos le Séminaire Régional sur les Méthodes d'Evaluation de la Consommation de Céréales.

JE VOUS REMERCIE

SEMINAIRE SUR LES METHODES D'EVALUATION
DE LA CONSOMMATION CEREALEIRE

Praïa (4 au 6 Décembre 1991)

DISCOURS DE MONSIEUR ALEXANDRE PINA,
DIRECTEUR DU CABINET D'ETUDES ET DE PLANIFICATION
DU MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DES PÊCHES (CAP-VERT)

Monsieur le Représentant du Secrétaire Exécutif du CILSS,

Messieurs les Représentants des Organismes Donateurs,

Messieurs les Invités,

Chers participants,

C'est pour moi un plaisir de me trouver parmi vous à cette Session d'Ouverture de l'Atelier sur "les Méthodes d'Evaluation de la Consommation de Céréales".

Je saisiss cette occasion pour vous souhaiter au nom de Son Excellence Monsieur le Ministre du Développement Rural et des Pêches et en mon nom propre la bienvenue au Cap-Vert, pays du dialogue et de l'amitié. Nous sommes fiers du choix de notre pays qui accueille et organise ce Séminaire et désirons que vos travaux se déroulent avec succès.

La participation à ce Séminaire des techniciens spécialistes en statistiques agricoles des pays de notre sous-région témoigne de l'intérêt du CILSS à faire bénéficier les services nationaux producteurs de données

sur la sécurité alimentaire des connaissances et expériences des uns et des autres, améliorant ainsi nos systèmes d'information en les rendant plus fiables, opportuns, plus adéquats aux besoins des utilisateurs et comparables à l'échelle sous-régionale.

La connaissance exacte des besoins alimentaires des populations ne cesse d'être un impératif, étant donné les carences de notre système d'information. C'est dans ce cadre que s'inscrit ce Séminaire dont l'objectif est non seulement de perfectionner les méthodologies de collecte et de traitement des données mais aussi de s'insérer dans le cadre du renforcement de nos services de statistiques et du développement de la capacité nationale et sous-régionale d'analyse.

Face aux aléas climatiques, la sécurité alimentaire des Pays du CILSS devra être conçue dans un cadre régional afin d'être viable et, l'amélioration de l'information est une condition indispensable à la gestion de la situation alimentaire et à la définition des stratégies de politique alimentaire à long terme.

Le Cap-Vert, pays traditionnellement déficitaire et importateur de céréales, par le biais d'une politique d'approvisionnement de la population et de la diversification de la production agricole, accorde une attention particulière aux problèmes de Sécurité Alimentaire.

Pour cela, nous ne pouvons que nous féliciter de cette nouvelle initiative du CILSS qui, dans la ligne d'autres actions semblables menées à bien à travers ses organes spécialisés comme le DIAPER, s'est toujours montré prêt à appuyer les Etats membres dans l'établissement des bilans alimentaires.

Nous sommes convaincus que des analyses et des méthodes déjà testées dans les différents pays de notre sous-région sur le bilan alimentaire ex-post et qui seront discutées dans ce Séminaire, sortiront des conclusions fécondes pour une meilleure méthodologie à suivre dans le traitement des questions de l'Evaluation de la Consommation de Céréales.

Pour terminer, et en même temps pour déclarer ouvert ce Séminaire, nous tenons à remercier les principaux bailleurs de fonds du Projet DIAPER, en particulier la CEE, qui ont rendu possible le développement des activités du Projet susmentionné.

JE VOUS REMERCIE

***SEMINAIRE SUR LES METHODES D'EVALUATION
DE LA CONSOMMATION CEREALIERE***

(PRAIA, 4 au 6 DECEMBRE 1991)

COMPTE RENDU

PR/DIAPER/12/1991

ECA/D37/91

Les 4, 5 et 6 Décembre 1991 s'est tenu à Praia dans la salle de l'Assemblée Nationale, le séminaire régional sur les méthodes d'évaluation de la consommation céréalière.

La liste des participants et la liste des documents de travail figurent en annexe.

Dans la première allocution, Monsieur Ba Ibrahima Demba, Coordonnateur du Projet Diagnostic Permanent II, représentant le Secrétaire Exécutif du CILSS, a tout d'abord remercié les autorités Cap-Verdiennes de leur disponibilité pour accueillir ce séminaire. Il a évoqué les progrès réalisés dans la connaissance des statistiques pour le suivi de la situation alimentaire. Il a souhaité que le présent séminaire puisse permettre de faire le point sur les problèmes méthodologiques des enquêtes sur la consommation en vue d'une actualisation des données sur les ratios de consommation.

Avant de procéder à l'ouverture du séminaire, Monsieur Alexandre PINA, Directeur du Cabinet d'Etudes et de Planification, représentant le Ministre du Développement Rural et des Pêches, a souhaité que les échanges d'expériences entre techniciens et les évaluations méthodologiques permettent d'aboutir à des propositions concrètes pour suivre de façon permanente la consommation de céréales.

Le séminaire, après avoir élu le bureau composé de :

Président : M. Francisco Tavares, Chef de la Division des Statistiques Agricoles au Ministère du Développement et des Pêches du Cap-Vert.

Vice Président : M. Théodore Z. SAWADOGO, Directeur Général de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie du Burkina Faso.

Rapporteur : M. Momar Ballé SYLLA, Chef de la Division des Statistiques Générales à la Direction de la Prévision et de la Statistique du Sénégal.

A adopté l'ordre du jour suivant :

Point 1 : Présentation des Résultats des enquêtes consommation céréalière.

Point 2 : Evaluation méthodologique des enquêtes consommation céréalière.

Point 3 : Etude de la consommation céréalière à partir des bilans céréaliers ex-post.

Point 4 : Autres méthodes d'évaluation de la consommation céréalière.

Point 5 : Débats sur l'utilisation des données sur la consommation céréalière et sur la pérennisation des enquêtes consommation céréalière.

POINT 1 : Présentation des résultats des Enquêtes Consommation Céréalière.

Concernant ce point de l'ordre du jour, les délégations des pays ont présenté tour à tour les résultats de leurs enquêtes. Il ressort des exposés que deux types d'enquête ont été menés, traités et analysés :

- Enquête Consommation Céréalière en Milieu Rural :
 - . Burkina Faso, Mali et Niger.
- Enquête Consommation Céréalière en Milieu Urbain :
 - . Cap-Vert, Guinée-Bissau et Tchad.

Les participants ont positivement apprécié la décision prise par les responsables des enquêtes menées au Niger et au Tchad, de ne pas publier hâtivement des résultats dont la fiabilité n'était pas suffisante suite aux difficultés multiples rencontrées sur le terrain.

Les autres enquêtes ont conduit entre autres, aux résultats ci-après :

- Consommation céréalière moyenne par personne et par an en milieu rural :
 - . 200,4 kg au Burkina Faso,
 - . 217,3 kg au Mali.
- Consommation céréalière moyenne par personne et par an en milieu urbain :
 - . 126,1 kg au Cap-Vert,
 - . 122,0 kg en Guinée-Bissau.

Des débats se sont instaurés sur :

- la prise en compte :
 - . de la consommation de pain en milieu rural,
 - . de la consommation pendant le ramadan,
 - . de la consommation lors des fêtes, des mariages et des cérémonies funéraires,
- l'inclusion de toutes les boissons à base de céréales dans les enquêtes consommation de céréales;
- l'interprétation et l'utilisation des résultats des enquêtes consommation de céréales ;
- le nombre de passages des enquêtes et l'amélioration des résultats.

Etant donné que ces points se rapportent à la méthodologie, les participants ont suggéré que leur analyse soit approfondie à l'examen du point 2.

POINT 2 : Evaluation Méthodologique des enquêtes consommation céréalière.

L'Equipe de Coordination d'Appui (ECA), dans le cadre de l'examen de ce point, a rappelé l'objectif des enquêtes consommation céréalière et présenté la méthodologie adoptée tant en milieu rural qu'en milieu urbain.

Les opérations menées avaient pour objet de déterminer la consommation moyenne annuelle de céréales grâce à une enquête légère en un temps d'exécution et de traitement relativement court.

A l'issue de cet exposé, les délégations des pays qui ont mené des enquêtes (Burkina Faso, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Tchad) ont procédé à l'évaluation de la méthodologie. C'est ainsi que les points forts et les points faibles, de même que les difficultés rencontrées au cours des enquêtes ont été présentés.

Il en ressort que la méthodologie utilisée est satisfaisante et que d'une manière générale, les difficultés rencontrées ne lui étaient pas imputables. Néanmoins certains points faibles ont été soulignés :

- la méthode d'observation fait entièrement confiance à l'enquêté qui doit effectuer lui-même des mesures,
- la prise en compte du nombre de personnes du ménage au lieu du nombre de rationnaires dans le calcul des ratios.

Concernant les principales difficultés rencontrées au cours des enquêtes, elles peuvent se résumer comme suit :

- Problèmes d'accès à certaines localités dus à l'insécurité,
- Problèmes de base de sondage,
- Problèmes de logistique,
- Problèmes de mobilisation de ressources financières,
- Problèmes de déplacement des populations,
- Problèmes de remplacement des ménages échantillon non disponibles au moment de l'enquête,
- Problème de déplacement des enquêteurs du fait de la dispersion des exploitations échantillon,
- Problèmes de contrôle et de supervision.

En complément aux aspects méthodologie évoqués au point 1, les débats ont porté sur :

- la prise en compte de la consommation des ménages collectifs (cantine scolaires, camps militaires, etc...),
- l'hypothèse de la non-saisonnalité de la consommation céréalière en milieu urbain,
- l'hypothèse de l'équilibre des sorties et des entrées de plats,
- le degré de fiabilité des résultats des enquêtes,
- la méconnaissance du milieu
- le choix de l'enquête à laquelle il faut rattacher les enquêtes consommation céréalière (enquête agricole ou enquête budget consommation).

A l'issue des débats sur les différents points suscités, les participants ont fait les suggestions suivantes :

- Que la consommation du pain soit prise en compte en milieu rural là où elle s'avère importante ;
- Concernant le Ramadan, étant donné son caractère périodique, qu'il soit pris en compte de façon représentative dans l'enquête consommation céréalière ;
- Que les enquêtes consommation en milieu rural puissent s'étendre sur plusieurs années consécutives afin de permettre une analyse des fluctuations, la consommation de céréales variant avec les périodes et les campagnes ;
- Que l'hypothèse d'équilibre entre les entrées et les sorties des plats puisse être retenue pour les besoins des enquêtes dont l'objet est de déterminer une consommation moyenne nationale ;

Enfin, les participants ont souligné que les enquêtes consommation céréalière, bien que pouvant servir à plusieurs utilisateurs, ont pour principal objectif de déterminer le niveau moyen de consommation céréalière par personne et par an au niveau national.

POINT 3 : Etude de la Consommation Céréalière à partir des Bilans Céréaliers ex-post

L'ECA centrale du Projet Diagnostic Permanent a introduit le document présenté à cet effet.